Crise financière de 2008, covid-19, « great reset » et contrôle des populations : la grande manipulation

[Source : francesoir.fr]

Auteur(s): Anne Philippe, pour FranceSoir

TRIBUNE – Après la crise financière internationale de 2008 qui a laissé les présumés coupables continuer leurs activités en toute impunité, voici le covid-19 qui précède le « Great Reset » en instrumentalisant la peur et l'appauvrissement, le tout combiné à une administration de thérapies géniques expérimentales à la population mondiale.

La crise financière internationale de 2008 et les non-dits

Une analyse est apparue en France en mars 2008 à l'occasion de différents travaux qui présageaient la crise qui allait s'abattre à l'automne de cette même année. La France a été un mini creuset de ce qui se préparait à l'échelle mondiale, ce qui a facilité les investigations. En juillet 2008, une déclaration a été adressée à Tracfin pointant trois pistes d'enquêtes à poursuivre, menant toutes aux États-Unis. Cette déclaration n'a jamais été enregistrée ni suivie d'effet. Des conflits d'intérêt et menaces indirectes sont apparus au plus haut niveau et ces pistes n'ont pas fini d'être explorées. À ce stade, il a été prouvé que les présumés coupables avaient une immunité judiciaire planétaire et pouvaient poursuivre leurs funestes projets : la théorie du « ruissellement » (les classes dirigeantes faisant ruisseler une partie des profits vers les salariés, opération bénéficiant à tout le monde) serait remplacée par la théorie de la « captation » (toutes les richesses appartenant à une minorité, le retour à une sorte d'esclavagisme de masse). Il est à noter qu'à la suite de cette crise financière internationale de 2008, les banques ont été sauvées par l'argent des contribuables sans aucune résistance ni investigation poussée de leur part, ce signal a été décisif. Les serviteurs des États ne réagissaient pas, baignés dans leurs avantages confortables, et ces États pouvaient apparaître comme « privatisables » et les peuples apparaissaient être asservis.

Le Covid-19 et le « Great Reset »/Grande Réinitialisation

La crise du covid-19 intervient à la fin d'un cycle issu de la crise de 2008. Le « quantitative easing », adopté au lendemain de cette crise de 2008 par les banques centrales, consistant à acheter des titres plus ou moins douteux

des banques pour les inciter à prêter davantage sans création de valeur en face, combiné avec un déficit public abyssal, arrivait à un point que ces bulles d'endettement allaient exploser au niveau mondial. Coïncidence ou pas, on laissera le lecteur se faire sa propre opinion.

La théorie développée au forum de Davos vient compléter cette analyse, le « Great Reset », avec sa volonté de dominer, contrôler et manipuler les populations. Cette théorie, combinée avec d'autres puissantes forces mondiales, a instrumentalisé le covid en développant la peur, en propageant des thérapies géniques expérimentales, en généralisant l'appauvrissement mondialement.

Des données fausses et anxiogènes

L'OMS a confirmé que le test covid-19 est invalide et que les estimations des « cas positifs » sont sans fondement, menant à ce que le confinement n'ait aucune base scientifique (janvier 2021). En effet, les tests RT-PCR sont trop sensibles. Le nombre de cycles d'amplification devrait être inférieur à 35, de préférence 25-30 cycles. Si les cycles sont supérieurs à 35, la probabilité que le résultat soit un faux positif est de 97% (selon l'avis scientifique de Pieter Borger). Dans un article publié par le New York Times du 29 août 2020, des experts américains de l'université d'Harvard s'étonnaient déjà que les tests RT-PCR tels qu'ils sont pratiqués puissent servir de tests de contagiosité, encore plus comme preuves de progression pandémique, dans le cas de l'infection par le SRAS-CoV-2.

On peut également se demander pourquoi les gouvernements de l'Union européenne souhaitent mettre en place un passeport vaccinal qui s'oppose aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS, déclaration du 19 avril 2021). L'OMS rappelle que « les preuves sont limitées concernant la performance des vaccins sur la réduction de la transmission » et que « la preuve de vaccination peut favoriser une liberté de circuler différenciée ».

Des thérapies géniques expérimentales

On note une censure, sur les réseaux sociaux, de plusieurs lanceurs d'alerte qui sont ou relaient les propos de grands scientifiques indépendants tels que le Pr Montagnier (prix Nobel), Alexandra Henrion-Caude (généticienne) et Jean-Bernard Fourtillan qui ont démontré la dangerosité de ces thérapies géniques expérimentales (notamment de la protéine Spike contenue dans ces « vaccins »). On peut également rappeler quelques difficultés rencontrées suivantes :

1. Le Moderna contient l'ingrédient listé sous sa dénomination commerciale, le SM-102, qui est un produit qui n'est pas destiné à un usage humain ou vétérinaire selon la page de description du produit ou l'on trouve cet avertissement.
2. L'AstraZeneca et le Johnson & Johnson ont généré une multiplication de cas de thromboses ce qui a poussé certains pays européens à les exclure
3. Le Pfizer ne serait pas non plus anodin avec des mises en garde sur la

nécessité de prise simultanée de contraceptifs ou de relations protégées

Prisonniers de dettes irremboursables – paupérisation

Suite à la pandémie de Covid-19 et aux mesures liberticides prises par les différents États, les leviers de la dette publique et privée ont été actionnés. Selon les données du FMI, l'endettement public mondial devrait atteindre 100 % du PIB mondial fin 2021. En France, le montant de la dette publique atteindra 2 675 milliards d'euros à la fin de cette année, plus que la richesse nationale. Olivier Dussopt, le ministre délégué en charge des Comptes publics a annoncé une dégradation massive du déficit budgétaire de l'État français cette année à 220 milliards d'euros, soit 47 milliards de plus que prévu. Il s'agirait d'un nouveau record depuis 1945. La hausse de la facture du « quoi qu'il en coûte » est en cause. Ces endettements publics ont, entre autres, aidé à financer également un gigantesque plan de relance de 2 200 milliards de dollars qui a été adopté fin mars 2021 par le Congrès US et le Next Generation EU, de 750 milliards d'euros, convenu à l'été 2020 pour faire face aux conséquences des restrictions liées au Covid-19. Cette frénésie de dette publique ne semble pas s'arrêter avec un budget de 6 000 milliards de dollars pour l'année fiscale 2022 proposé par Joe Biden au Congrès, soit un déficit budgétaire de 1 800 milliards de dollars en 2022.

Quant à la dette privée, la BCE, dans son dernier rapport semestriel sur la stabilité financière publié en mai 2021, met en garde les États et les banques face au risque d'insolvabilité des entreprises. Selon une récente étude d'Allianz, le nombre de défaillances d'entreprises pourrait augmenter de 32 % cette année en Europe. En effet, dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, les gouvernements ont favorisé l'endettement des entreprises en ne distinguant pas les entreprises « zombies », qui n'auraient jamais dû être sauvées, de celles viables qu'il aurait fallu certainement mieux accompagner. Or, pour la France, les Prêts Garantis par État (PGE) sont couverts à 90 % pour les entreprises qui ont un chiffre d'affaires inférieur à 1,5 milliard d'euros et entre 70 à 80% pour les autres. Or, s'il y a défaut de paiement sur ces prêts, c'est le contribuable qui paie. La BCE s'inquiète également de la « remarquable exubérance » des marchés financiers liée aux politiques ultra-accommandantes et de la trajectoire du bitcoin (actif intrinsèquement sans valeur), objets de spéculation qui pourraient mener à la ruine des petits épargnants non avertis. Cette tendance est également observée outre-Atlantique avec une déconnexion entre Wall Street et l'économie réelle. Cet appauvrissement des peuples vise leur soumission.

Conclusion : depuis 2008, le monde est en danger face à des grands donneurs d'ordre qui sont hors de contrôle des gouvernements et qui représentent un énorme risque pour la démocratie et la liberté. En réponse, que font les « politiques » et à quand un grand réveil « citoyen » ?

Sources :

Les Echos / Essai de Jean-Marc Daniel,
Mondialisation.ca / Dr Michel Bugnon-Mordant,

Les Echos / Nouriel Roubini,
Mondialisation.ca / Philippe Huysmans,
Sputniknews / Dmitri Bassenko /
Mondialisation.ca / Michel Chossudovsky / Dr Pascal Sacré,
Les Echos / Renaud Honoré,
Les Echos / Daniel Fortin, Jean-Marc Daniel,
Les Echos / Marion Heilmann, Thibaut Madelin,
Le Figaro / AFP,
BusinessBourse, OFCE /Jérôme Creel, Christophe Blot, Xavier Ragot,
Les Echos / Guillaume de Calignon, Fabien Buzzanca,
Les Echos/ Richard Hiault

Auteur(s): Anne Philippe, pour FranceSoir